Un été contre les frontières

sanspapiersnifrontieres.noblogs.org

Depuis le début de l'été, des milliers de personnes tentent de rejoindre l'Europe. Parmi celles qui ont réussi, beaucoup sont bloquées et traquées aux quatre coins du continent : en Grèce, en Macédoine, à Calais, à Vintimille...

/// Sans Papiers ni Frontières /// http://sanspapiersnifrontieres.noblogs.org

/// Marseille Infos Autonomes /// http://mars-infos.org/+-migrations-sans-papiers-+

/// Presidio No Border Vintimille /// http://noborders20miglia.noblogs.org

/// Paris Luttes infos /// https://paris-luttes.info/+-refugie-es-de-la-chapelle-+

/// Calais Migrant Solidarity /// https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com

/// Hurriya (Italie) /// http://hurriya.noblogs.org

/// Clandestina (Grèce) /// https://clandestinenglish.wordpress.com

/// Infokiosques.net /// https://infokiosques.net/immigrations

Aux frontières assassines de l'Europe...

Dans les médias, les gouvernants européens parlent de « situation explosive » et de « drame humanitaire » en évoquant les nombreuses personnes qui meurent en tentant la traversée de la Méditerranée.

Agiter l'épouvantail de l'invasion et des réseaux criminels de passeurs permet aux États de justifier leurs politiques migratoires meurtrières tout en se parant d'un vernis humanitaire. L'escalade militaire qui se met en place aux frontières de l'Europe se fait au prétexte de neutraliser les passeurs qui seraient responsables des milliers de mort-es en Méditerranée et ailleurs. Mais ces milliers de noyé-es, électrocuté-es, écrasé-es, ont été tué-es par les États européens qui en renforçant toujours plus la surveillance et le blocage des frontières extérieures de l'Europe rendent les routes pour y accéder de plus en plus dangereuses. Depuis 15 ans, plus de 40 000 personnes sont mort-es aux frontières européennes, dont plus de 2300 depuis janvier 2015. Et chaque jour de nouvelles personnes meurent sur le chemin de l'Europe.

Partout, de nouveaux murs s'érigent, les flics et les militaires se déploient pour empêcher les personnes migrant-es d'entrer en Europe :

À l'Est, tandis que la Macédoine décrète l'état d'urgence et envoie l'armée contre les migrant-es, la Hongrie poursuit la construction de son mur de grillages et de barbelés le long des 175 km de frontière commune avec la Serbie. En Bulgarie, l'État envoie les blindés contre les migrant-es.

Des camps d'enfermement s'érigent ici et là. Appelés « centres de tri », « centres d'identification », ces lieux d'enfermement, qui voient le jour dans les pays de l'Union Européenne où arrivent les migrant-es (Italie, Grèce, Bulgarie), vont servir à séparer celles et ceux qui auront le droit de déposer une demande d'asile en Europe et les autres, les migrant-es dits « économiques » pour lesquels des procédures d'expulsion rapides et groupées seront organisées. Tandis que certains ont déjà ouvert en Bulgarie, en Italie ces centres seront opérationnels dès cet automne, dans des bâtiments militaires désaffectés, retapés dans l'urgence pour être opérationnels au plus vite.

En Méditerranée, l'Union européenne lance une opération militaire navale, appelée « Navfor Med ». Aux flics et outils de surveillance électroniques de l'agence de surveillance des frontières Frontex déjà présents en mer, viennent s'ajouter navires et sous marins de guerre, hélicoptères et drones des armées européennes. Conçue développer un processus d'auto-organisation et d'échange entre migrant-es et personnes solidaires. Mais, malheureusement le bâtiment a été expulsé quelques heures plus tard.

Bedford (Angleterre). Le 7 septembre, les femmes détenues au centre de rétention de Yarl's Wood sont entrée en protestation et ont occupé la cour : « *Nous sommes dans la cour, nous protestons. Nous sommes ici depuis plus d'une heure depuis 09h00. Il y a trente d'entre nous. Nous exigeons notre liberté. Nous chantons pour notre liberté. Nous crions. Nous chantons* «Liberté, liberté, liberté, nous voulons notre propre liberté »... *Nous sommes presque cinquante. Nous chantons et dansons. Nous nous tenons chaud car il fait un peu froid ... Nous prévoyons de rester ici jusqu'à 21 heures. Nous ne mangeons pas. Nous ne faisons rien. Nous ne voulons pas de leur nourriture. Nous ne voulons pas de leurs activités. Nous voulons simplement notre liberté.* »

Au début du mois de juin, plusieurs dizaines de personnes avaient manifesté leur solidarité avec les détenues devant les murs de ce centre de rétention, géré par l'entreprise Serco.

Gevgelija (Macédoine). Le 22 août, des centaines de migrant-es, bloqués à la frontière greco-macédonienne depuis des jours ont débordé les flics et militaires et franchi les barbelés du poste-frontière. Deux jours avant, le gouvernement avait décrété l'état d'urgence et envoyé l'armée sur place, provocant de violents affrontements.

Vienne (Autriche). En Autriche et plus particulièrement à Vienne, face au blocage des trains entre Budapest et l'Autriche depuis début septembre des centaines de personnes s'organisent pour aller chercher avec leurs véhicules les migrants et migrantes en Hongrie et les conduire directement sur le sol autrichien. Les personnes s'engageant dans cette action de solidarité ont été menacées d'inculpation pour aide à l'immigration illégale et quatre militants autrichiens ont d'ailleurs été interpellés pour cela à Budapest. Mais depuis maintenant deux semaines des convois de voitures solidaires qui font passer la frontière aux gens et les aident à rejoindre Vienne sans rien leur demander en échange continuent de s'organiser.

Rabat (Maroc). Fin août un week-end de rencontre est organisé à Rabat autour des expériences de luttes locales et transnationales contre les frontières. Pendant l'été, plusieurs campements de migrant-es ont été expulsés au Maroc, dans la forêt de Gourougou, à Boukhalef et à la fac de Oujda où des bâtiments inoccupés étaient occupés depuis plusieurs années. En bon gendarme de l'Europe, le gouvernement marocain continue à jouer les gardes frontières en échange d'importants financements. (Source : no borders morocco)

Athènes (Grèce). Au centre de rétention de Amygdaleza des migrants ont entamé une grève de la faim le 4 septembre. Il y a quelques semaine, des matelas avaient été enflammés dans plusieurs sections du centre. Cette prison pour étranger-es est restée ouverte malgré les fausses promesses électorales du gouvernement de syriza. En plus de l'enfermement, les conditions de vie dans le centre sont désastreuses.

Kos (Grèce). Dans la nuit du 3 septembre, des groupes fascistes s'en sont pris à des migrant-es sous les yeux de la police sans qu'elle ne bouge un petit doigt. En réponse, les migrant-es ont commencé une manifestation et ont bloqué plusieurs routes, demandant à quitter l'île pour rejoindre d'autre pays d'Europe. À Kos comme sur d'autres îles grecques, les violences contre les migrant-es sont quotidiennes, de la part des flics et des fascistes, souvent alliés. Certain-es migrant-es sont bloqué-es depuis des semaines, voir des mois, dépendant du bon vouloir des autorités insulaires pour rejoindre le continent. Pendant l'été, 2000 personnes ont été enfermées dans un stade pendant des jours, sans eau, ni nourriture, sous une chaleur étouffante.

Lesbos (Grèce). Un millier de migrant-es se sont regroupés et ont tenté de monter de force sur un navire en partance pour Athènes. La police est intervenue avec des gaz lacrymogènes.

Rome (Italie). Une protestation a commencé à l'intérieur du centre de rétention (CIE) de Ponte Galeria. Dimanche 30 août, lorsque des repas périmés ont été distribués. Plusieurs policiers sont intervenus mais se sont pris des barquettes de nourriture périmée dans la figure.

Vintimille (Italie). Migrant-es et solidaires du Presidio permanente No Border de Vintimille appelaient à un week end de solidarité contre les frontières, les 6 et 7 septembre. Le 7, à Vintimille, 200 personnes se sont retrouvées au campement no border et sont allées à quelques mètres de là, bloquer le poste frontière. Dans la région, de nombreuses mesures répressives touchent les personnes solidaires et les migrant-es (arrestations, renvois en Italie, interdictions de territoire, procès, etc.).

Milan (Italie). Plusieurs centaines de migrant-es, vivant dans un camp de tentes de la Croix-rouge à Milan ont manifesté leur colère le 24 août : « *Libérez-nous, nous sommes épuisés et nous voulons des documents* ».

Bari (Italie). Samedi 29 août une soixantaine de personnes se sont rassemblés devant le centre de rétention (CIE) Bari Palese pour exprimer leur solidarité aux détenu-es. Dans le centre, les flics ont bouclé les portes des bâtiments et empêché l'accès à la cour, mais des cris ont quand même pu être échangés entre l'intérieur et l'extérieur.

Berlin (Allemagne). Le 10 septembre, des militant-es antifascistes et des migrant-es ont occupé un bâtiment vide dans l'idée d'y créer un refuge d'urgence autonome et autogéré par les migrant-es, où pourrait se

sur le modèle de l'opération Atalante qui au nom de la lutte contre les pirates somaliens dans l'océan indien bombarde des embarcations et villages de pêcheurs, « Navfor Med » va voir ses moyens offensifs progressivement augmentés avec comme objectif final la destruction des bateaux de passeurs avant qu'ils ne quittent les côtes libyennes. Décidée au lendemain d'un naufrage qui a fait 800 mort-es au large de la Libye en avril dernier, cette opération présentée comme une guerre contre les passeurs s'inscrit en réalité dans la continuité de celles déjà menées, qui visent à barrer la route aux migrant-es, coûte que coûte, quitte à couler leurs embarcations comme l'ont fait mi-août des gardes-côte grecs au large de la Turquie, quitte à tuer d'avantage de personnes.

À Calais, où quelques milliers de personnes tentent de gagner l'Angleterre par les ferrys et le tunnel sous la Manche, l'État et la mairie s'accordent depuis des années pour réprimer les migrant-es. Mais cette répression s'est encore accentuée ces derniers mois avec les expulsions des différents lieux de vies des migrant-es (squats et *jungles*) et l'augmentation de la pression policière.

Dans le même temps de nombreux renforts policiers sont arrivés dans la région, et tandis que ceux-ci matraquent, gazent et raflent, la Grande-Bretagne finance des barrières infrarouges et des barbelés qui viennent engrillager le port et l'accès au tunnel sous la Manche.

On assiste à la même situation qu'à Ceuta et Melilla où l'Europe dresse des murs de barbelés et de gadgets électroniques mortifères. On assiste à la même situation qu'en Méditerranée. De plus en plus de migrant-es trouvent la mort en tentant de passer en Angleterre : depuis début juin, 11 migrant-es sont décédé-es, noyé-es, électrocuté-es ou écrasé-es par des camions dans la région de Calais. À Paris, le 29 juillet dernier, un migrant a également été électrocuté alors qu'il tentait de monter sur le toit de l'Eurostar à la Gare du Nord.

Le triptyque « invasion de migrant-es/passeurs/terroristes » sert depuis des années à justifier les politiques migratoires de l'Union européenne, agitant l'épouvantail de l'un pour réprimer l'autre. À les écouter, les réseaux de passeurs semblent être la principale préoccupation des dirigeants, mais à qui profite le renforcement du contrôle des frontières si ce n'est à ces derniers ? Car plus les routes sont longues et dangereuses, plus les prix augmentent et plus les réseaux se renforcent, c'est la loi de l'économie capitaliste. D'ailleurs, dans de nombreux pays, États et réseaux mafieux travaillent main dans la main.

De plus, si des réseaux mafieux existent bel et bien, de nombreuses personnes condamnées pour être des passeurs sont des migrant-es ou des personnes qui ont voulu donner un coup de main, par solidarité, et sans en avoir tiré de bénéfices : celui

qui conduit la barque car il y a une expérience de la navigation en mer, celle qui ouvre sa portière à la frontière franco-italienne pour prendre un passager, celui qui à Calais referme les portes du camion derrière ses camarades de route.

L'Europe est en guerre contre les migrant-es : elle est prête à tout pour empêcher celles et ceux qu'elle considère comme des indésirables de rejoindre ses côtes, de traverser son territoire et de s'y installer. Les récentes réformes qui, dans plusieurs pays européens, restreignent le droit d'asile et l'accès à un titre de séjour en témoignent.

À travers les discours guerriers et alarmistes qu'ils emploient, les gouvernants construisent depuis longtemps la figure d'un ennemi extérieur, le migrant, qui représenterai une menace pour l'Europe, et leur permet de justifier le renforcement du pouvoir et du contrôle, partout, pour tou-tes. N'oublions pas que cette gestion des frontières représente également un business juteux et un terrain d'expérimentation pour les marchands d'armes et les fabricants de gadgets électroniques de surveillance.

Mais la détermination de celles et ceux qui veulent fuir la guerre, la répression, la misère, ou tout simplement voyager, sera toujours plus forte que les barbelés et la peur de mourir.

... résistance et solidarité

Des milliers de migrant-es présent-es sur le sol européen luttent chaque jour pour continuer leur voyage et atteindre leur destination en traversant le continent. Partout ils et elles sont confronté-es à la pression policière : aux postes frontières, dans les villes, dans les gares et les ports...

Les frontières sont omniprésentes et elles permettent au pouvoir de séparer, de trier et d'empêcher les migrant-es de circuler librement. Dans la rue, dans les transports, dans les administrations, si l'on n'a pas le bon papier, chaque contrôle d'identité peut aboutir au blocage, à l'enfermement et à l'expulsion.

Qu'elles soient matérielles, avec leurs murs, leurs barbelés et leurs uniformes, ou immatérielles, aux guichets de la préfecture, dans les couloirs du métro, dans les centres d'hébergement, etc., les frontières sont à abattre car elles sont une entrave à la liberté.

Aux quatre coins de l'Europe, migrant-es et personnes solidaires s'organisent pour lutter contre ces barrières : pour passer les frontières entre les pays européens, résister au harcèlement policier, refuser les prises d'empreintes forcées, s'opposer aux

Jessaint, dans le quartier de La Chapelle, le vendredi 4 août, plusieurs d'entre-eux/elles se sont rendu-es en manifestation devant la mairie du 18ème arrondissement et ont décidé d'y rester jusqu'à ce des solution satisfaisantes leurs soient proposées. Une semaine plus tard le campement est toujours devant la mairie et la solidarité s'organise dans le quartier. Plusieurs rassemblement ont été organisés dans la semaine.

Mercredi 9 septembre, plusieurs collectifs de sans papiers et associations anti-racistes appelaient à un rassemblement place de la république. Dans le même temps, le parti socialiste organisait un grand meeting sur « l'accueil des réfugiés ». Une manifestation sauvage est donc partie du rassemblement pour tenter de se rendre devant le lieu du meeting afin de dénoncer l'hypocrisie de ceux qui prétendent accueillir à coups d'expulsion et de matraque depuis plus de trois mois. Bloquée, la manifestation est repartie en sens inverse et a parcouru les rues du quartier. Après plusieurs charges de flics, les manifestant-es se sont dispersé-es, sans arrestations. À l'intérieur du meeting, plusieurs banderoles et pancartes ont été déployées en solidarité avec les migrant-es et contre la guerre que leur mène les gouvernements européens.

Le 31 août, plusieurs actions nocturnes ont eu lieu, contre les frontières et les gestionnaires humanitaires : un centre Emmaüs a été recouvert d'un tag « *Emmaus collabo* », sur celui du PS est apparu l'inscription « *à bas toutes les frontières* » tandis que ses vitres ainsi que celles d'une banque et un distributeur ont été défoncées.

Toulouse (France). Le 25 août, la permanence du parti socialiste a été a recouverte des inscriptions « *solidarité sans-papiers* » et « *non aux expulsions* ». En juin, c'était de l'huile de vidange qui avait été rependue sur la façade, également taguée d'un « *solidarité avec les migrants* ».

Valence (Espagne). Dans la nuit du dimanche 6 septembre, une révolte a éclaté au centre de rétention de Zapadores. Une quarantaine de prisonniers se sont rebellés contre les flics et leurs ont subtilisé leurs clefs. Un groupe ainsi pu accéder au toit et tenté de s'évader, mais en ont malheureusement été empêchés par d'autres flics à l'extérieur qui ont tiré des lacrymogènes et des flashball. Pendant ce temps, à l'intérieur du matériel a été dégradé et plusieurs feux de matelas allumés. Cinq policiers sont blessés.

Roszke (Hongrie). Près de la frontière serbe, des centaines de migrant-es sont parvenus à s'enfuir du centre de rétention le samedi 5 septembre malgré une forte présence de la police.

Bicske (Hongrie). La plupart des migrant-es qui avaient accepté de monter dans des trains qui devaient soit disant les emmener en Allemagne ont résisté à leur déportation lorsqu'ils/elles se sont rendu-es compte que ces trains avaient en fait pour destination des centres d'identification et de tri des demandeurs d'asile. La même situation s'est produite en Autriche.

Budapest (Hongrie). Des milliers de migrant-es, bloqué-es depuis des semaines à la gare de Keleti ont entamé le 4 septembre une marche pour rejoindre l'Autriche à pied.

Vive les révoltes des migrant-es contre les frontières

Quelques brèves des frontières fin août - début septembre 2015

Calais (France). Après les tentatives de passage collectif de la frontière et les blocages d'autoroute de cet été, les migrant-es de la *jungle* continuent de s'organiser et d'occuper la rue pour protester contre la frontière. Tard dans la soirée du 31 août, après la visite du premier ministre à Calais, 200 personnes ont couru sur l'autoroute d'accès au site de l'Eurotunnel et commencé un blocage avant l'arrivée de la police qui a violemment réprimé en inondant la zone de lacrymos.

Le 3 septembre un rassemblement se tient devant l'entrée du Centre Jules Ferry géré par l'association La vie active, juste à côté de la *jungle*. Les personnes bloquent l'accès au centre de distribution de repas du gouvernement car elles ne veulent plus de l'aide humanitaire et des conditions de vie dans lesquelles elles sont maintenues dans la *jungle*. Les migrant-es veulent l'ouverture de la frontière.calais 3 sept

Les 4, 5 et 7 septembre des manifestations sont organisées par les gens du camp. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté de la *jungle* jusqu'à la place de la mairie aux cris de « *freedom* », « *hurryia* », « *no borders, no nations, stop deportation* », « *no jungle, open the border* »... Les migrant-es ont pris les rues de Calais, contre la jungle et la frontière. Et ça n'est pas prêt de s'arrêter.

Marseille (France). Le 10 septembre, le FNARS (fédération d'association, dont Emmaüs et Aurore) organise une journée d'étude sur la réforme du droit d'asile avec comme invité Cazeneuve, le ministre de l'intérieur. Un rassemblement est organisé devant le lieu de la conférence.

Saint-Jean-du-Gard (France). En réponse à l'appel de Vintimille un rassemblement contre les frontières et en soutien au Presidio no border est appelé le 6 septembre sur la place du marché.

Lyon (France). Une révolte a éclaté fin août au centre de rétention de Saint-Exupéry près de l'aéroport de Lyon. Dans la nuit un retenu s'est entaillé le bras pour échapper à son expulsion. Pendant que les secours sont sur place et profitant de la confusion générale, d'autres ont entassé des matelas et des draps et y ont mis le feu. La police est repoussée pendant que du mobilier et des vitres sont cassées et que deux personnes montent sur le toit dans l'espoir de s'évader. Des renforts de flics sont arrivés les en empêchant. Trois personnes ont été arrêtées et ont été jugées en comparution immédiate. Deux ont été condamnées à 4 et 6 mois de prison ferme. Mais six chambres de la prison pour étrangers sont inutilisables grâce à l'incendie et ce sont 24 places en moins pour les enfermeurs. Un grain de sable dans les rouages de la machine à expulser.

Paris (France). Suite à l'expulsion du campement de migrant-es du square attaques de groupes fascistes et casser la logique d'invisibilisation et d'isolement où le pouvoir voudrait enfermer les migrant-es. Partout une forte solidarité s'est mise en place pour contrer la guerre aux migrant-es lancée sur tout le continent avec des revendications simples et claires : des papiers et des logements, la liberté de circulation, l'ouverture des frontières, l'arrêt de la répression des migrant-es et des expulsions, contre l'occupation policière.

À Vintimille, ville frontalière entre l'Italie et la France, si les touristes peuvent traverser tranquillement la frontière, il n'en va pas de même pour tou-te-s. Depuis le mois de juin, un déploiement des forces de police française et italienne tente de bloquer le passage des personnes migrantes qui souhaitent poursuivre leur voyage en pratiquant des contrôles au faciès.

Les barrages routiers et les contrôles à bord des trains, avec souvent la complicité des contrôleurs de la SNCF malgré quelques résistances, sont quotidiens et s'étendent jusqu'à Nice et Marseille. Chaque jour, des dizaines de migrant-es qui réussissent à passer la frontière sont arrêté-es et ramené-es côté italien par la police française. Mais heureusement, beaucoup d'autres parviennent à passer et peuvent ainsi continuer leur voyage.

Côté italien, les mesures prises contre les migrant-es et la liberté de circulation sont multiples : du déploiement policier à l'interdiction de distribuer de la nourriture, tout est fait pour décourager celles et ceux qui veulent passer de l'autre côté des Alpes. Et pour gérer et trier cette population, l'État peut compter sur son plus fidèle collaborateur, la Croix-rouge. À Vintimille, c'est elle qui gère le centre d'accueil des migrant-es situé à côté de la gare, vernis humanitaire à la politique répressive de l'État.

Mais une partie des migrant-es a décidé de ne pas se laisser faire et de refuser de se laisser enfermer dans le centre de la Croix-rouge. Le 11 juin, ils et elles sont plusieurs dizaines, avec quelques personnes solidaires, à installer un campement sur les rochers du bord de mer, au pied du poste frontière principal. Ils et elles entendent par là protester contre le blocage de la frontière et construire un espace d'entraide, de solidarité et de lutte. Malgré les pressions policières, qui menacent d'expulsion et cherchent à empêcher d'autres migrant-es de le rejoindre, le campement, appelé « Presidio Permanente No Borders Ventimiglia » résiste et s'organise. « Dans ce campement, les européens et les migrants ont construit un espace de solidarité, de complicité et de lutte. Ensemble nous cuisinons et nous mangeons, nous rendons concrète la solidarité dont beaucoup parlent, les informations et les conseils se diffusent, nous surveillons l'action des forces de police italiennes et françaises, nous affirmons clairement et ouvertement notre désaccord face à la fermeture des frontières. »

Des actions blocage et des manifestations sont organisées dans la ville ou au poste frontière aux cris de « *We are not going back* » (Nous ne retournerons pas en arrière), ainsi que des tentatives de passage collectif de la frontière.

Le 10 août dans la nuit, une centaine de migrant-es ont tenté de traverser la frontière en montant dans un train. En gare de Menton, ils/elles ont refusé de descendre du train face à la police. Ils et elles ont alors été traîné-es de force dans les camionnettes qui les ont reconduit-es au poste frontalier français de Ponte San Luigi, où ils et elles ont été enfermé-es dans des containers en attendant que la demande de reconduction sur le territoire italien soit acceptée par les autorités. Plusieurs personnes solidaires ont alors bloqué la route pour empêcher ces expulsions et une vingtaine d'entre eux/elles ont été arrêté-es. Trois français-es passeront plusieurs heures en garde à vue et six italien-nes sont désormais interdit-es de séjour à Vintimille.

Chaque fois que des migrant-es sont arrêté-es par les flics côté français ils/elles sont enfermé-es dans des containers au commissariat de la police aux frontières de Menton en attendant leur expulsion en Italie. Mais la solidarité est toujours là : des personnes solidaires se rassemblent devant le commissariat pour empêcher ces expulsions. Plusieurs d'entre-elles ont également été arrêtées et sont désormais interdites de séjour dans la région.

Une fois cette frontière passée, la traque policière et les galères sont encore là, mais les solidarités et les luttes aussi !

À Paris, le 2 juin 2015, c'est un campement de plusieurs centaines de personnes, installées depuis des mois sous le pont du métro aérien de La Chapelle, qui a été expulsé. Alors que la mairie présentait cette opération de police comme humanitaire et proposait des place d'hébergement d'urgence, plusieurs dizaines de migrant-es se sont retrouvé-es à la rue dès le lendemain. Ils et elles se sont alors réunis avec plusieurs personnes solidaires et ont décidé d'occuper pour la nuit une salle associative. Dans les jours et les semaines qui ont suivi, plusieurs places et lieux ont été occupés, à chaque fois expulsés par la police, sous ordre de la préfecture et de la mairie (Église Saint-Bernard, Square Saint-Bernard – Saïd Bouziri, Gymnase Pajol). Ces derniers ne souhaitent pas voir les migrant-es se regrouper et s'organiser collectivement.

Le 8 juin, des dizaines de flics expulsent le campement de la halle Pajol et arrêtent les migrant-es malgré une forte résistance qui a permis de ralentir leur sale boulot et à plusieurs migrant-es de s'échapper.

no borders no nations

liberté de circulation et d'installation

tions, etc. ; en contribuant concrètement aux passages des frontières ; en s'échangeant des conseils et des informations pratiques pour récupérer de la nourriture comme pour partir dans une autre ville ; en partageant des connaissances juridiques, des conseils et techniques sur les contrôles et les arrestations ; en s'organisant dans son quartier pour agir contre les rafles ; etc.

Des papiers d'identité aux centres de rétention,
des rafles aux guichets des préfectures, à bas toutes les frontières !

La vie de personne ne doit dépendre de bouts de papiers !

Après la matraque policière, la mairie et l'État changent de stratégie : dès qu'un nouveau campement s'organise et que les migrant-es se mobilisent, la mairie, l'OFPRA (office chargé de la gestion des demandeurs d'asile), de travailleurs sociaux d'Emmaüs et d'élu-es viennent leur « vendre » des places en centre d'hébergement d'urgence. C'est la façade humanitaire de cette guerre aux migrant-es menée par les États et une autre forme de violence plus insidieuse que la matraque policière et les barbelés : à Paris comme ailleurs, le pouvoir cherche à se débarrasser de ces migrant-es, à les rendre invisible et à les disperser aux quatre coins de la région parisienne pour éviter qu'ils et elles ne se regroupent et s'organisent collectivement pour obtenir ce qu'ils et elles veulent : des papiers, des logements et la liberté de circuler et de s'installer.

Dans les centres où plusieurs centaines de migrant-es sont hébergé-es pour quelques semaines au fur et à mesure des expulsions, les conditions de vie imposées (horaires stricts, repas imposés, interdiction de visites, pas de titres de transports...) sont mauvaises, les démarches administratives n'avancent pas. Face à cette situation, plusieurs actions d'occupation et de grève de la faim ont été menées par ceux et celles qui y sont logé-es.

Mais, ces centres d'hébergement restent des lieux de contrôle et de tri des demandeurs d'asile pour l'État et les associations qui les gèrent (Emmaüs, Aurore...).

Le 25 juillet, répondant à l'appel de Vintimille à un week-end de résistance contre les frontières, une manifestation a réuni plus de 150 personnes. Sur le chemin du retour au campement Pajol, les manifestant-es ont fait escale à Gare du Nord et devant l'entrée de l'Eurostar, une banderole a été déployée aux cris de « *No border, no nation, stop deportation* ». Dans la gare, des applaudissements retentissent.

Le 31 juillet, suite à la dixième expulsion à laquelle ont dû faire face les migrant-es et les personnes solidaires, un ancien lycée désaffecté est occupé dans le 19ème arrondissement et transformé en Maison des réfugié-es.

Dans tous ces lieux occupés, et malgré les difficultés posées par cette traque policière et humanitaire, d'autres pratiques tentent d'être mises en place : l'entraide plutôt que la charité, l'auto-organisation plutôt que la gestion humanitaire, la lutte plutôt que la résignation. Une cantine collective pour les repas, des assemblées générales pour prendre les décisions, des manifestations pour rompre avec l'invisibilité dans laquelle le pouvoir voudrait plonger celles et ceux qu'il considère comme indésirables.

D'autres campements ont également été expulsés, dont celui du square Jessaint à La Chapelle. Plusieurs dizaines de migrant-es occupent depuis le parvis de la mairie du 18ème arrondissement.

À Calais, le 2 juin, les derniers lieux de vie des migrant-es du centre ville ont été expulsés : le squat Fort Galloo ouvert en juillet 2014 suite à une manifestation, et le campement (appelé *jungle* par les migrant-es) du Leader Price. Celles et ceux qui vivaient là se sont donc retrouvé-es obligé-es de rejoindre le bidonville d'État, situé en périphérie de la ville, à côté du Centre d'accueil Jules Ferry, loin des points d'accès à la frontière vers l'Angleterre. Dans cette *jungle*, seul endroit où les migrant-es sont autorisé-es à dormir, 3000 personnes survivent dans des conditions très difficiles. À Calais, point de passage pour de nombreuses personnes migrantes, celles-ci doivent faire face aux rafles et à la violence policière, mais aussi aux attaques fascistes de plus en plus violentes et habituelles

Mais, comme à Vintimille, à Paris et ailleurs en Europe, migrant-es et personnes solidaires résistent, tissent des liens de solidarité au quotidien, prennent la rue, et les migrant-es s'auto-organisent pour passer en Angleterre, malgré une frontière et une répression de plus en plus meurtrières (11 mort-es entre juin et août 2015).

Durant tout l'été, des tentatives auto-organisées de monter collectivement dans les camions et les navettes de l'euro-tunnel sont violemment réprimées par les flics. Des groupes de centaines de migrant-es passent les barbelés, stoppent les camions et essayent de s'introduire dedans. Les coups de matraque et gaz lacrymogènes pleuvent, et de nombreux/euses migrant-es sont blessé-es ou arrêté-es. Ces tentatives de passage, dont certaines réussissent, vont être utilisées par les autorités pour demander des renforts policiers. Dans les médias, des deux côtés de la Manche, le nombre de personnes qui tentent d'entrer dans le tunnel va être volontairement exagéré.

Une réunion au sommet, entre ministres britanniques et français, se conclue sur de nouveaux accords de coopération pour réprimer les migrant-es : plus de contrôles, plus de barrières, plus de flics, à grands coups de financements anglais.

Dans la *jungle*, des migrant-es et des personnes solidaires ont organisé des manifestations vers le centre ville et des blocages de l'autoroute d'accès à l'euro-tunnel, permettant à certain-es de monter à l'arrière des camions. Ces actions se multiplient ces dernières semaines, donnant aux migrant-es une force collective. Le lieu de distribution de nourriture du centre Jules Ferry a également été bloqué pour dénoncer contre les conditions de vies imposées dans le bidonville.

Contre les frontières, solidarité active avec les migrant-e-s !

La distinction opérée par le pouvoir, quelques intellectuels et les médias entre d'un côté les réfugié-es politiques et de l'autre les migrant-es économiques est une énième opération de tri entre « bon réfugié-es que l'on pourrait accueillir » et « mauvais migrant-es économiques qu'il faut expulser ».

Pour nous, il n'existe pas de bonne politique migratoire, car le problème c'est l'existence même des frontières, outil mortifère de contrôle et de gestion des populations pour les États.

Il n'y a pas plus de communauté nationale qu'un ennemi extérieur à combattre. Nos ennemis sont ceux qui pillent en Afrique et en Asie, ceux qui mènent des guerres coloniales et vendent des armes aux plus offrant, ceux qui militarisent le territoire, ceux qui prêchent le racisme et la haine de l'autre, ceux qui décident qu'un bout de papier détermine qui nous sommes et où nous pouvons -ou pas- aller. Nos ennemis sont ceux qui nous exploitent et nous oppressent, ceux qui entravent notre liberté.

Ces derniers mois, les résistances aux frontières ont été nombreuses et fortes. Nous pouvons nous emparer de cette énergie et lui faire prendre de l'ampleur pour la transformer en un mouvement de solidarité et de rébellion contre le système des frontières.

Se solidariser et s'organiser avec les migrant-es, là où ils/elles résistent contre la guerre que leur mènent les États, c'est contribuer à affaiblir les frontières qui se dressent partout sur le chemin de celles/ceux qui n'ont pas les bons papiers pour circuler et s'installer là où ils/elles le veulent.

Cette solidarité est le contraire de la charité. La charité est un rapport de domination, où celui qui donne a le pouvoir et celui qui reçoit est relégué à un rôle de victime qui ne peut que recevoir.

À l'inverse, nous devons nous attacher à construire des rapports de partage et d'égalité, des luttes auto-organisées par celles et ceux qui les font vivre, sans hiérarchie ni paternalisme.

Nous pouvons agir partout autour de nous, partout où se dressent des frontières, et de multiples manières : en portant dans la rue d'autres discours que ceux du pouvoir et des humanitaires avec des tracts, des affiches, des rassemblements et manifesta-